

PROGRAMME ASIE

SCÉNARIOS PROSPECTIFS RELATIFS AUX NOUVELLES ROUTES ÉCONOMIQUES DE LA SOIE

PAR CHRISTIAN VICENTY

CHARGÉ DE MISSION CHINE, RUSSIE À LA MISSION STRATÉGIE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES,
DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES (DGE)
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

MAI 2018

ASIA FOCUS #73



RÉSUMÉ :

Au-delà des aléas conjoncturels, les "Routes de la Soie" sont en voie de résurgence, le projet chinois "Une ceinture, une route" (OBOR, en anglais) ou encore "Belt and Road Initiative" (BRI) étant de loin le plus ambitieux, visionnaire et "complet" à tous points de vue, porté par des financements considérables sur le très long terme, jusqu'à 2049. Cependant, son amplitude génère souvent en France et en Europe des sentiments qui vont du scepticisme à une sensation confuse de se croire d'ores et déjà collectivement dépassés en passant parfois par des volontés de coopération pragmatique. En découle une ébauche de scénarios prospectifs concernant l'avenir de ce projet (scénarios à ce stade au nombre de cinq, non exhaustifs).

ABSTRACT:

The 'Silk Roads' are resurgent paths, the Chinese project 'One Belt, One Road' (OBOR) or still 'Belt and Road Initiative' (BRI) being the most ambitious, visionary and 'complete' in all aspects, including financing through massive amounts for a very long-term period, until 2049. However, its amplitude induces various attitudes in France and in Europe, from skepticism to a foggy feeling of being already collectively overwhelmed, and sometimes a wish of pragmatic cooperation. From this stems sketches of prospective scenarios concerning the future of this project (five scenarios at this stage, a non-exhaustive number)

L'initiative chinoise « Belt and Road » (BRI) relative aux nouvelles routes économiques de la soie dispose d'une audience médiatique, logistique et géopolitique accrue au fil des années depuis son lancement officiel à l'automne 2013 par les autorités chinoises au plus haut niveau. Cette audience s'accompagne en France et en Europe de débats contradictoires passionnés en conférences et contributions écrites ou médiatiques diverses sur :

- les implications territoriales profondes d'une telle initiative à très long terme ;
- ses ambitions économiques et géopolitiques réelles ou supposées ;
- la rentabilité économique envisagée des projets et les perspectives d'investissements supplémentaires ou non en conséquence ;
- les obstacles techniques, financiers, sociologiques ou géopolitiques pouvant être rencontrés pour la réalisation et le fonctionnement connecté des infrastructures ;
- le rééquilibrage souhaitable des échanges et négociations par rapport à l'envergure de l'Initiative chinoise.

De ces débats se dégage souvent un sentiment de scepticisme, alternant avec une sensation confuse de se sentir d'ores et déjà collectivement dépassés par l'ambition, les voies et moyens d'un tel projet transcontinental¹ que la Chine souhaite mener sur plus de trente ans (jusqu'en 2049, année-anniversaire des cent ans de la Chine nouvelle). S'y ajoutent des tentatives peu coordonnées de coopération pragmatique, prenant acte des avancées chinoises. Il en résulte implicitement une ébauche de scénarii prospectifs (et non exhaustifs) concernant l'avenir du projet, scénarii pouvant se présenter comme suit, du plus restrictif au plus extrême.

LE SCÉNARIO D'UN PROJET CONSIDÉRÉ SANS AVENIR... (« QUI TROP EMBRASSE MAL ÉTREINT »)

Dans ce cas de figure, les experts les plus sceptiques voient prédominer des inconvénients et des dangers :

- Le projet chinois n'est pas clairement défini au sens rationnel du terme en Occident, ni économiquement rentable, ses promoteurs chinois reconnaissant eux-mêmes qu'ils perdent de l'argent pour chacune de ses déclinaisons², que ce dernier est

¹ On ne parle plus que de milliards de dollars et plus encore à travers ce projet, en réminiscence de l'ouvrage "Il y a un million de Marco Polo ... S'agirait-il d'un nouveau "devisement du monde" au XXIe siècle ?

² Cf. liens <https://www.ft.com/content/156da902-354f-11e7-bce4-9023f8c0fd2e> ("China new 'Silk Road' investment falls in 2016 - Xi Jinping's signature initiative faces headwinds as politics and profit collide"), <http://knowledge.wharton.upenn.edu/article/can-chinas-one-belt-one-road-initiative-match-the-hype/>.

nécessairement évolutif et expérimental dans le temps, pour ne pas "perdre la face" en cas d'échecs localisés ou plus généralisés ; que les « bad loans » chinois peut atteindre en marge de ce projet un niveau que les marchés finiront par trouver excessif (schéma connu un siècle plus tôt avec les emprunts russes, quoique dans une configuration différente).

- Le "risque-pays" que la Chine endosse pour réaliser les infrastructures de connexion intercontinentale à travers les pays concernés est considérable³.

- Ce "risque-pays" est d'autant plus considérable que la zone de près de 70 pays concernés est sismique, sujette à de nombreux autres aléas climatiques, géophysiques, environnementaux, géopolitiques et terroristes, sans compter le fait de savoir si les successeurs de Xi Jinping reprendront l'Initiative à leur compte ...

- Par rapport à de tels aléas mentionnés et non exhaustifs, le projet chinois OBOR/BRI ne paraîtrait donc alors qu'une "aventure" géopolitique destinée à tenter de résoudre "par le haut" et sans trop de heurts provoqués ("soft power") des problèmes internes propres à la Chine : écoulement des surproductions industrielles, rééquilibrage régional vers l'Ouest du pays (Xinjiang, tout particulièrement), accès aux matières premières africaines, réinvestissement "vertueux" de capitaux fuyants, promotion d'un projet sociologiquement "consensuel et civilisateur" à la hauteur du défi de pérennisation sur très longue période du Parti communiste chinois (PCC) ; mais projet en définitive disproportionné, même pour la Chine multimillénaire, compte tenu des défis à surmonter ("*Qui trop embrasse mal étreint*") ...

- Par voie de conséquence, la France et l'Europe, voire l'Occident, n'auraient pas à s'en inquiéter outre mesure, le projet devant à terme s'essouffler de lui-même dans le temps, emporté par un ou plusieurs aléas précités ou par des "risques-pays" accumulés, obligeant la Chine à y renoncer de fait, au moins partiellement, ou à reporter indéfiniment dans le temps son échéance de réalisation finale (au-delà de 2049 ...)

- Ce type de raisonnement qu'on trouve en Europe voire plus largement dans des pays occidentaux est donc plutôt restrictif, malthusien. Il se veut a priori "rassurant" à court et moyen terme, mais prend aussi le risque de se leurrer en promouvant une démobilisation en termes de sécurité économique et de rééquilibrage nécessaire des échanges et négociations commerciales et à enjeux territoriaux, alors que rien n'indique à ce stade que la détermination chinoise actuelle à agir succombera sous le poids des difficultés accumulées ...

<https://asialyst.com/fr/2015/07/13/chine-routes-de-la-soie-une-entreprise-risqueuse/>,

http://www.weekinchina.com/wp-content/uploads/2016/11/WiCFocus13_4Nov2016.pdf..

3 Cf. étude détaillée sur ce point à travers le lien. https://www.pinsentmasons.com/PDF/2016/obor/OBOR-Pinsent_Masons-2016.pdf.

- Au contraire, la Chine, pays du "temps long" et géostratégique par excellence, ne souhaite surtout pas se retrouver en situation de monopole absolu de son propre projet. Aussi, elle recherche des relais extérieurs de financements et commence même à les trouver⁴, ce qui implique dès lors que l'Europe, principal pôle géopolitique de dynamisme avec l'Asie au sein du continent eurasiatique, soit plus proactive et positive par rapport au projet chinois, si elle veut éviter à terme de se retrouver marginalisée, voire absorbée (de fait par des investissements directs étrangers (IDE) chinois encore plus massifs, sans réponse ni contrepartie) par l'envergure de ce dernier⁵. En d'autres termes une passivité incrédule des Européens n'empêchera pas la Chine d'avancer, même au prix d'investissements non immédiatement rentables, mais structurants pour son avenir. Situation comparable, mutatis mutandis aux efforts d'infrastructures conduits au XIXe siècle par les États-Unis pour la conquête de l'Ouest⁶. Toutefois, le projet pourra être ralenti et limité par des positions non coopératives.

LE SCÉNARIO D'UNE MOSAÏQUE D'ÉTATS-NATIONS SOUVERAINS ET RESPONSABLES (« CHACUN CHEZ SOI ET POUR SOI ») ET SES LIMITES ENVISAGEABLES

À supposer que le projet chinois OBOR/BRI poursuive son cours, selon toute vraisemblance et malgré les aléas précités, la question va se poser de savoir comment sera réorganisée à terme la territorialité profonde du continent eurasiatique relié par une multiplicité de voies de communication où les biens, les personnes et les capitaux circuleront de façon plus fluide et accélérée :

- Pour des raisons identitaires, il semble peu vraisemblable que la quasi-centaine d'États-nations souverains composant actuellement le continent eurasiatique disparaissent, même à travers un possible effet "unificateur" résultant d'un projet chinois en phase de réussite au fil du temps.

4 Cf. lien <http://www.reuters.com/article/us-imf-g20-aiib-idUSKBN17P0WB>: "World Bank Group, China-led AIIB agree to deepen cooperation".

5 Cf. liens http://www.ecfr.eu/page/-/ECFR174_Absorb_and_Conquer.pdf («AN EU APPROACH TO RUSSIAN AND CHINESE INTEGRATION IN EURASIA»), http://www.ecfr.eu/page/-/China_analysis_belt_road.pdf («One Belt, One Road»: China's great leap outward»), [http://www.ecfr.eu/page/-/ECFR127-The_European_interest_in_an_investment_treaty_with_China_\(both_graphics\).pdf](http://www.ecfr.eu/page/-/ECFR127-The_European_interest_in_an_investment_treaty_with_China_(both_graphics).pdf) <http://bruegel.org/wp-content/uploads/2016/09/WP-05-2016.pdf> («China's Belt and Road initiative : can Europe expect trade gains ?»), http://www.iai.it/sites/default/files/2016_etnc_report.pdf ("Europe and China's New Silk Roads"), https://www.ceps.eu/system/files/EUCHINA_FTA_Final.pdf ("TOMORROW'S SILK ROAD ASSESSING AN EU-CHINA FREE TRADE AGREEMENT") ...

6 Voir par exemple « Concrete economics: The Hamilton approach to economic growth and policy » Stephen Cohen & Brad de Long Harvard Business Review 2016.

- Cependant, la question de la sécurité physique et économique des biens, personnes et capitaux se pose déjà et se posera de plus en plus au fur et à mesure de l'intensification des trafics multi-modaux et virtuels⁷.
- En l'état de la géopolitique eurasiatique et mondiale actuelle, les États-nations concernés par le projet chinois peuvent se contenter d'assurer cette sécurité dans l'esprit du "*Chacun chez soi et pour soi*" sur son propre territoire traversé ; du point de vue de l'expertise professionnelle européenne, cette orientation semble pouvoir suffire, même si le trafic devait s'intensifier fortement à l'avenir dans les deux sens, étant donné le dialogue technique transversal existant déjà, ainsi que les sanctions persuasives en vigueur au niveau interprofessionnel en cas de pertes de valeur, d'incidents divers dans le cadre des contrats d'assurance souscrits ...
- Cette orientation relative à une mosaïque d'États-nations souverains et responsables maîtrisant par eux-mêmes ce qui se passe sur leurs territoires respectifs semblerait d'autant plus pouvoir suffire que la Chine ne souhaite pas a priori "institutionnaliser" son propre projet, considérant qu'un commerce accru se répandant dans un esprit "gagnant-gagnant"⁸ doit sortir vainqueur des possibles défis rencontrés, fidèle d'ailleurs en cela avec les "libres" pratiques commerciales des routes historiques de la soie durant plus de mille cinq cents ans, aux risques et périls des marchands et voyageurs motivés de l'époque ...
- Malgré tout, une interrogation réside dans le fait de savoir si la Chine ne sera pas ultérieurement contrainte de se rallier malgré elle à l'idée d'une forme "d'institutionnalisation" de son projet, en cas d'aléas ou d'incidents majeurs (d'ordre climatique, environnemental, terroriste, cyber-sécuritaire, militaire, sanitaire ...). L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)⁹, dont la Chine maîtrise le siège à Pékin, peut servir de plateforme de coordination intercontinentale renforcée (donc au-delà de son profil actuel d'activité), éventuellement complétée par les dispositifs de

⁷À savoir, concernant quelques aspects suivants : lutte plus coordonnée au fil des pays traversés par le projet OBOR en matière de sécurité des installations, des personnes et du fret voyageant, de risques divers de détournements de trafic, de corruption des transactions, de contrefaçons de produits, de nouveaux risques de concurrence déloyale au titre de l'anti-dumping ou de normes techniques internationales de production à respecter ... cf. liens <http://isdpeu/content/uploads/2016/10/2016-The-Belt-and-Road-Initiative.pdf>, <http://www.geopolitika.hu/en/2017/03/20/security-challenges-of-one-belt-one-road-initiative/>, http://www.ecfr.eu/article/commentary_chinas_imminent_issue_djibouti_and_overseas_interests4069...

⁸"Gagnant-gagnant" selon les termes mêmes du Président chinois : partager tous ensemble les conceptions, les financements, les réalisations, les bénéfices ; cf. liens <http://monitor.pajhwok.com/en/2017/05/14/obor-initiative-foster-win-win-cooperation-xi>, <http://www.sloveniatimes.com/win-win-cooperation-along-the-one-belt-one-road>, http://news.xinhuanet.com/english/2016-02/18/c_135107691.htm ("China vows win-win cooperation between OBOR, Juncker plan") ...

⁹SCO en acronyme anglais - cf. lien https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_de_coop%C3%A9ration_de_Shanghai, <https://www.diploweb.com/L-OCS-a-t-elle-un-avenir.html> (mars 2015), <http://geopolis.francetvinfo.fr/le-reve-uriasiatique-de-moscou-est-il-un-mirage-65071>, <http://www.russia-direct.org/analysis/after-15-years-shanghai-cooperation-organization-ready-expand>, <http://thediplomat.com/2016/06/whats-happening-at-the-2016-sco-summit-in-uzbekistan-depends-on-who-you-ask/> .

l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC)¹⁰ sous influence russe, n'excluant pas dès lors un risque de dérive autocratique et/ou expansionniste concernant l'ensemble du projet initial OBOR/BRI, si diverses pressions idéologiques ou événements géopolitiques majeurs le commandaient à l'avenir (cf. scénario 5).

LE SCÉNARIO CENTRAL D'UN TEMPS LONG ET PRAGMATIQUE (« QUI VEUT VOYAGER LOIN MÉNAGE SA MONTURE »)

Dans une telle hypothèse, le temps long et géostratégique prendrait tout son sens avec la cristallisation du continent eurasiatique à travers au moins quatre "plaques tectoniques" à vocation géopolitique : Union européenne (UE), Chine, Inde, Russie¹¹. S'y ajoutent l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la dimension dispersée des Proche et Moyen-Orient ou monde musulman pour l'essentiel, voire de tout ou partie de l'Afrique dans la mesure où la Chine y investit massivement depuis plus de dix ans, et où les routes de la soie comportent un volet maritime intéressant l'Afrique :

- Le cheminement de cette cristallisation est encore incertain à ce jour, du fait des rivalités et méfiances réciproques composant au moins trois des quatre angles du "losange des nouveaux équilibres tectoniques eurasiatiques" (Chine, Russie, Inde). Cependant, elle devrait d'ores et déjà pouvoir être anticipée au niveau de l'UE27 en termes de réponse de rééquilibrage des échanges et des négociations face au défi économique et géopolitique du projet chinois depuis 2013, car le déséquilibre des conditions commerciales entre l'Europe et la Chine (et l'Asie), dont l'interconnexion ne cesse pourtant de s'accroître, est patent. En résultent notamment le déficit commercial européen et les difficultés d'accès au marché chinois¹².

- Le rééquilibrage fluidifié espéré à terme des échanges implique d'amorcer un long et pragmatique processus de négociations entre l'Europe et la Chine et/ou Asie (*"Qui veut*

¹⁰ ODKB en acronyme russe, supposée être ou devenir "l'OTAN russe", fondée le 7 octobre 2002, regroupant l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan : https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_du_trait%C3%A9_de_s%C3%A9curit%C3%A9_collective.

¹¹ À elles seules, ces quatre plaques tectoniques représentent à ce stade 36 millions de km² (66% de la superficie de l'Eurasie à près d'une centaine d'États-nations concernés et 27% de la superficie mondiale terrestre), 3,5 milliards d'habitants (70% de la population de l'Eurasie et 50% de la population mondiale), environ 40 000 milliards de dollars de PIB nominal (90% du PIB agrégé de l'Eurasie et environ 55% du PIB mondial) ; "losange des nouveaux équilibres tectoniques eurasiatiques" auxquels pourrait au moins se rajouter l'ASEAN (10 États membres, environ 4,4 millions de km², 625 millions d'habitants, 3 milliards de dollars de PIB nominal).

¹² La Chine applique des droits de douanes prohibitifs s'étalant de 15 % à plus de 45 % sur 1 400 lignes de produits (boissons, fruits, articles en cuirs, textile-habillement, perles naturelles ou de culture, automobiles, chemin de fer...), alors que l'Union n'applique de tels droits que sur 45 lignes de produits. Le marché des services est également sévèrement restreint en Chine, plusieurs segments étant monopolisés par des entreprises d'Etat, le même constat étant fait pour l'accès aux marchés publics, fermés aux Européens alors que, des entreprises chinoises obtiennent régulièrement des contrats publics en Europe. Le fossé est également majeur pour les investissements directs étrangers (IDE), où la Chine est plus restrictive qu'aucun autre pays du G20 ou de l'OCDE, alors que les IDE chinois en Europe sont libérés.

voyager loin ménage sa monture") portant sur les points suivants, parmi d'autres les plus envisageables :

> une meilleure ouverture (en réciprocité souhaitée) du marché chinois aux IDE européens et occidentaux, y compris sur des secteurs jugés ou supposés « sensibles » en Chine (infrastructures ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, numériques ...).

> la question récurrente des « trains du retour » vers la Chine et de la façon de les remplir avec des produits européens à plus haute valeur ajoutée¹³.

> les possibles co-projets d'infrastructures et de co-financements euro-chinois, afin de ne pas laisser la Chine tout concevoir, tout installer, tout financer et profiter de tout toute seule au fil du temps d'ici 2049¹⁴, en contradiction avec le principe "gagnant-gagnant" énoncé au plus haut niveau de l'État chinois (cf. annotation 9), situation que l'Empire du Milieu lui-même ne souhaite pas avoir à rencontrer, et pour cause ...

- La réussite à terme du rééquilibrage fluidifié des échanges entre Europe et Chine et/ou Asie conditionnerait assurément celle du projet chinois tout entier en créant potentiellement un effet d'entraînement positif au sein des régions les plus tourmentées du continent eurasiatique voulant également demeurer connectées (Russie, Ukraine, Asie centrale, monde musulman ...). La Chine elle-même ne s'y trompe pas, considérant à juste titre le marché européen, cohérent d'au moins 500 millions d'habitants parmi les citoyens les plus prospères au monde, comme le point d'orgue et d'arrivée de son dispositif de projection économique et géopolitique.

LE SCÉNARIO PERNICIEUX DE LA « GRANDE EURASIE BORÉALE » (« LE RÊVE NÉO-IMPÉRIAL RUSSE »)

La réussite à terme du rééquilibrage fluidifié des échanges entre Europe et Chine et/ou Asie pourrait aussi avoir pour effet positif d'éviter une cristallisation trop accentuée du continent eurasiatique à partir des seules Chine, Russie, Inde aux comportements géopolitiques plus ou moins rivaux ou tourmentés :

¹³ Ceci même si l'article <http://www.cepii.fr/BLOG/bi/post.asp?IDcommuniqu=506> pourrait paraître « rassurant » (« La Chine devient un grand importateur de biens de consommation, avec l'UE comme principal fournisseur », 13 mars 2017, Françoise Lemoine, Deniz Ünal ...).

¹⁴ Ceci dans le cadre ou au-delà du plan JUNCKER et de la plateforme de convergence examinée au sein de la Commission, du projet de fonds d'investissement euro-chinois - cf. liens http://news.xinhuanet.com/english/2016-02/18/c_135107691.htm ("China vows win-win cooperation between OBOR, Juncker plan" - "On financing, China has already made public and motivated its interest in participating in the European Fund for Strategic Investment, a core fund worth up to 21 billion euros functioning as the main channel to mobilize the Juncker Plan.").

- Parmi les trois pays majeurs de ce continent, la Chine détient le projet de connexions intercontinentales le plus ambitieux et bien doté à tous points de vue, l'Inde s'en tenant à ce stade à la défense de sa sphère d'influence historique dans l'océan indien (projet "MAUSAM" ou "MOUSSON"¹⁵) et la Russie s'enfermant dans un dilemme propre à sa spécificité géophysique et identitaire (cf. scénario 5).
- Pour tenter de surmonter ce dilemme, de surcroît dans un contexte géopolitique de plus en plus périlleux pour elle¹⁶, la Russie développe un nouveau "contrat social" à vocation interne et externe consistant à promettre un "nouvel Empire" en contrepartie de sacrifices douloureux sur le niveau de vie de sa population. Faute de pouvoir crédibiliser cette promesse au niveau économique et technologique civil, elle tente de le faire à nouveau à l'échelle sécuritaire et militaire, en espérant le rendre complémentaire et compatible (voire même prépondérant) au projet chinois, en fonction de circonstances extrêmes jamais exclues de sa part.
- À travers diverses considérations historiques, idéologiques et ethniques¹⁷, cette promesse de "nouvel Empire" prétend s'étendre de Gibraltar à Vladivostok et emprunter des voies septentrionales ou "boréales" (ferroviaire, routière, maritime), voie maritime arctique comprise que la Russie entend bien préempter par tous les moyens même militaires, si nécessaire.
- La sécurisation militarisée de la vision eurasiatique russe se voudrait être ainsi le vecteur d'intersection avec le projet chinois plus au sud du continent, à vocation plus économique, commerciale et technologique, permettant ainsi d'entrevoir à terme la constitution dans l'idéal russe d'une "Grande Eurasie", à travers la fusion institutionnalisée des instruments d'action en vigueur et de diverses contributions théoriques russes à ce sujet.
- Reste à savoir si l'Union européenne peut ou doit faire partie de ce projet de "Grande Eurasie" : oui assurément, selon le rêve (néo-)impérial russe :
 - > au moyen d'un "plein gré européen" (y compris électoral ou plébiscitaire) suivant l'idée d'une nouvelle "Europe élargie des nations libres et souveraines" suscitant des coopérations et projets inter-gouvernementaux avec la Russie, donc aux antipodes du fonctionnement actuel de l'Union européenne et de la zone euro¹⁸.

¹⁵ Cf. liens <http://ignca.nic.in/mausam.htm>, <http://www.simplydecoded.com/2014/06/22/project-mausam-ministry-culture/>.

¹⁶ Contexte de sanctions et contre-sanctions depuis juillet 2014, la Russie subissant de surcroît de plein fouet les cours insuffisamment rémunérateurs des produits pétroliers et gaziers, les effets des cours flottants du rouble.

¹⁷ Cf. lien http://www.liberation.fr/debats/2015/04/10/boreal-adj-qui-se-refere-a-la-race-blanche-pour-l-extreme-droite_1238407.

¹⁸ Le soutien apporté par la Russie à des partis nationalistes en Europe en est une illustration.

- ou, par rapport à la "nouvelle Europe des projets" mentionnée supra, au moyen d'un basculement "non avoué ni avouable" à ce stade des alliances européennes et occidentales actuelles vers d'autres centres de décision plus *orientaux* et de protection sécuritaire encore plus *globale*¹⁹ ; basculement géopolitique et institutionnel majeur pouvant être obtenu par la "finlandisation" volontairement orchestrée de l'Europe²⁰, de même que par la "neutralisation" successivement espérée de trois puissances nucléaires : américaine ("America First") et européennes (BREXIT, mouvements populistes en Europe)).

- À ce jour cependant, ce scénario de retour d'une influence dominante russe a une faible probabilité : les propos isolationnistes inclus dans "America First" se heurtent aux réalités diplomatiques qui continuent de requérir un rôle actif des États-Unis, l'OTAN n'apparaît pas fragile, le BREXIT séduit moins la population du Royaume-Uni un an après son vote, la France n'est pas devenue "populiste" ni l'Allemagne plus isolée, le tout dans un contexte de construction européenne en amorce de relance intégrative ...

Dès lors, le rêve (néo-)impérial russe peut-il encore espérer se réaliser, de surcroît dans le cadre des faibles moyens économiques et financiers dont il dispose ?

LE SCÉNARIO DE L'EXTRÊME IDÉOLOGIQUE (« IL N'Y A PAS DE PLACE POUR DEUX TIGRES SUR LA MONTAGNE »)

Si ce rêve (néo-)impérial russe ne pouvait finalement pas se réaliser tel qu'initialement envisagé par ses thuriféraires, serait-il envisageable en partenariat avec d'autres puissances continentales motivées par les nouvelles routes économiques de la soie ?

- Le débat demeure passionné et source de fortes divergences en Russie (entre "Européistes" et "Slavo-orientalistes"), dans un pays immense regorgeant encore de ressources naturelles, mais qui se sait aussi en sursis existentiel et identitaire entre deux pôles extrêmes de dynamisme eurasiatique (Europe et Chine/Asie).

- Le dilemme russe se traduirait dès lors selon les termes suivants :

> en maintenant une vision souverainiste de son avenir, la Russie ne serait plus qu'une zone de transit commercial relativement passive, contemplatrice et

¹⁹ Union eurasiatique + S.C.O. + OBOR + ASEAN), ceci au regard des conclusions des Sommets d'Oufa (juillet 2015) et de Tachkent (juillet 2016, donc hors OTAN, UE, zone euro, OMC, "Bretton Woods" ... : soit un futur "Axe Paris-Berlin-Moscou-Téhéran-Islamabad-Delhi-Pékin" ..., dont la "trilatérale alternative AMERICA FIRST-FRANCE POPULISTE-RUSSIE" et associés en cascade se feraient de fait les porte-paroles complaisants et même complices ...

²⁰ Processus de "finlandisation" de l'Europe notamment "prophétisé" par Alexandre DOUGUINE dès son ouvrage de 1997, "Les fondements de la géopolitique" (en russe uniquement en version intégrale), à présent tenté d'être concrétisé par des processus électoraux ou plébiscitaires en cascade ("effet-domino") favorables aux idées "populistes" et par "l'isolement" de l'Allemagne dans une Union européenne voulue inexorablement "déconstruite" sous l'effet "imparable" des technologies de guerre hybride et asymétrique ... - cf. article de Patrice LEFORT-LAVAUZELLE : "L'influence au service de la puissance russe"- Revue "Défense" n°183, novembre-décembre 2016.

résignée²¹, ou bien risquerait de se retrouver progressivement marginalisée du reste du continent eurasiatique redynamisé en préférant se désolidariser définitivement du projet chinois.

> sinon, elle prend le risque de participer à un destin eurasiatique commun où elle ne serait au mieux qu'un partenaire parmi d'autres, au pire de se voir submergée sur son propre territoire par une nouvelle puissance mondiale et mondialisée chinoise que d'autres parties de continent eurasiatique (Europe, Inde) parviendraient à "contenir" grâce à des échanges réciproques à plus haute valeur ajoutée résultant d'accords négociés de rééquilibrage ...

> les seuls véritables atouts, militaro-sécuritaires, numérique et énergétique, restant en faveur de la Russie, pourraient servir de monnaie d'échange partenarial avec la Chine²², mais au risque d'exigences chinoises en transferts technologiques toujours plus accentués qui pourraient alimenter au fil du temps la progressive indépendance chinoise en secteurs sensibles tout en laissant s'essouffler le complexe militaro-industriel russe dans ses capacités d'innovation.

- Étant donné l'immensité du continent eurasiatique, il y a en fait "*de la place pour deux ou même plusieurs tigres sur la montagne*" (à l'inverse de ce qu'indique un proverbe chinois), mais la Chine cherchant à s'investir en tant que nouvelle superpuissance mondiale, elle pourrait être tentée de tout faire pour maintenir l'intégrité du proverbe, ayant au fil du temps de moins en moins besoin de concours extérieurs, y compris russes, pour garantir sur long terme le succès de son projet géopolitique, même sur le plan militaro-sécuritaire ...

- Reste à espérer que la sagesse millénaire chinoise saura réfréner le risque géopolitique potentiellement issu d'"*un seul tigre sur la montagne*", surtout si, de surcroît, les co-investissements et co-financements des autres pays et zones eurasiatiques (d'Europe en particulier) ne devaient finalement pas s'avérer à la hauteur des relais espérés par la Chine ...

²¹ Le film fantastique russe "La cible" a anticipé dès 2011 cette situation inédite pour ce pays - cf. lien vidéo <https://www.youtube.com/watch?v=4pyTjq444JQ>.

²² C'est au demeurant déjà amorcé avec le méga-contrat gazier passé avec la Chine, de 400 Mds\$ en mai 2014.

CONCLUSION

En fin de compte et sauf événements non prévisibles à ce stade, le scénario le plus vraisemblable concernant l'avenir du projet chinois "*Belt and Road Initiative*" (BRI) se situe sans doute entre le second (scénario de la mosaïque d'États-nations souverains et responsables ("*Chacun chez soi et pour soi*")) et le troisième (scénario central d'un temps long et pragmatique ("*Qui veut voyager loin ménage sa monture*")). Ce scénario est plausible, étant a priori le plus réaliste sur la démarche empruntée de construction et sur l'importance raisonnable des défis à résoudre. Il implique des politiques européennes renforcées et aussi cohérentes, tant pour le commerce que pour l'accueil des investissements et pour les infrastructures. Il passe aussi par une coopération renforcée entre l'Europe et ses États membres (au premier rang desquels la France), ainsi que l'Afrique.

Pour le reste, il n'y a que très peu de chances que la Chine renonce à réaliser son projet (cf. scénario 1), quels que soient les aléas rencontrés d'ici 2049, parce que désormais fortement engagée au plus haut niveau de l'État pour retrouver son rang de puissance mondiale qu'elle détenait de fait avec l'Inde jusque vers 1820 ...

De même, la réussite finale du projet chinois située entre le second et le troisième scénario devrait pouvoir "effacer" les risques géopolitiques majeurs contenus dans les scénarios 4 et 5. ■

ASIA FOCUS #73

SCÉNARIOS PROSPECTIFS RELATIFS AUX NOUVELLES ROUTES ÉCONOMIQUES DE LA SOIE

Par Christian VICENTY/ Chargé de mission Chine, Russie à la Mission stratégie et des études économiques, Direction générale des Entreprises (D.G.E.), ministère de l'Économie et des Finances.

MAI 2018

Cet article est d'abord paru dans *Les Cahiers du Comité Asie* de l'ANAJ-IHEDN.

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org